

505 (17174 / 7

4633

(1938-39)

A

Amélioration des retraites au 1^{er} janvier 1939
(Majoration de l'indemnité spéciale temporaire)

Décret-loi	12.11.38	J.O.	12/13.11.38
Décrets du	14. 1.39	J.O.	15. 1.39
Décret du	21. 5.39	J.O.	22. 6.39

Application

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	(s) C.D.	17. 1.39	43	Vbis
	(s) C.A.	18. 1.39	31	Vbis
		26. 1.39		

Amélioration des retraites au 1^{er} janvier 1939
(Majoration de l'indemnité spéciale temporaire)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 4210/10

26 janvier 1939

Monsieur le Ministre,

Augmentation de
la rémunération
du Personnel.

Dans une lettre du 29 juillet 1938, votre prédécesseur a acté l'accord intervenu entre les Représentants de la S.N.C.F. et de la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer à l'occasion de la discussion de la Convention Collective et en vertu duquel les deux parties se sont déclarées d'accord pour que "le salaire principal des agents de Chemins de fer ne varie qu'en relation avec le traitement des fonctionnaires de l'Etat, étant entendu... que le salaire principal est "constitué par le salaire de base augmenté des indemnités de "cherté de vie et du taux normal de la gratification, à l'exclusion de tous autres éléments de rémunérations."

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, compte tenu des mesures prises dans le décret du 14 janvier 1938 par l'Etat à l'égard des fonctionnaires, le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a approuvé, dans sa séance du 19 janvier 1939, les mesures ci-après, tendant à augmenter, avec effet du 1er janvier 1939, la rémunération du personnel du cadre permanent de la S.N.C.F.

I - INDEMNITE SPECIALE TEMPORAIRE DU PERSONNEL
EN ACTIVITE

L'indemnité spéciale temporaire dont bénéficie le personnel depuis le 1er octobre 1937 sera augmentée de :

a) Pour les agents du cadre permanent à service continu :

- agés de plus de 20 ans..... 5% du montant total annuel brut de l'ensemble des éléments de rémunération qui pour les agents affiliés à la Caisse des Retraites entrent en compte dans le calcul des retenues, avec minimum de 1.200 frs par an.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

.....

- âgés de moins de 20 ans et de plus de 19 ans..... 1.020 frs par an
- âgés de moins de 19 ans et de plus de 18 ans..... 820 frs par an
- âgés de moins de 18 ans et de plus de 16 ans..... 520 frs par an
- âgés de moins de 16 ans..... 220 frs par an

b) Pour les femmes du cadre permanent à service discontinu dont le traitement brut est :

- inférieur à 2.000 frs 300 frs par an
- compris entre 2.000 & 3.000 fr 420 frs par an
- supérieur à 3.000 frs..... 600 frs par an

c) Pour les apprentis

- âgés de moins de 16 ans..... 0 fr,75 par journée de travail de 6 h.40
- âgés de plus de 16 ans..... 1 fr,-- par journée de travail de 6 h.40

II - ALLOCATIONS POUR CHARGES DE FAMILLE

Les taux des allocations pour charges de famille attribuées pour le 2ème enfant, le 3ème enfant et chaque enfant à partir du 4ème seront majorés de telle sorte que leurs valeurs moyennes soient respectivement augmentées de 240 frs, 520 frs et 540 frs, augmentations accordées aux fonctionnaires de l'Etat.

Les nouveaux taux varieront d'une localité à l'autre en fonction de l'indemnité de résidence entre les limites ci-après :

pour le premier enfant : de 630 frs à 1.005 frs (pas de changement)
pour le deuxième enfant: de 805 frs à 1.280 frs
pour le troisième enfant de 1.890 frs à 3.015 frs
pour chaque enfant à partir du quatrième... : de 2.190 frs à 3.365 frs

.....

III - INDEMNITE SPECIALE TEMPORAIRE DES RETRAITES

L'indemnité spéciale temporaire dont bénéficient les retraités depuis le 1er octobre 1937 sera augmentée de 5 % du montant de la pension proprement dite avec minimum de :

- 720 frs pour les retraites normales (25 ans d'affiliation ou les pensions de retraites des victimes d'accidents du travail;
- 360 frs pour les pensions de réversion et les pensions de réforme.

Les femmes à service discontinu recevront une nouvelle indemnité de cherté de vie égale à 50 % de leur pension proprement dite (leur indemnité actuelle sera ainsi doublée).

IV - ALLOCATIONS POUR CHARGE DE FAMILLE DES RETRAITES

Parallèlement à la mesure prise pour les agents en activité les taux des Allocations pour charges de famille dont bénéficient les retraités pour 2 enfants, 3 enfants, 4 enfants et pour chaque enfant au delà du 4ème seront respectivement portés de :

1.250 fr - 2.700 fr - 4.400 fr - 1.700 fr à 1.425 fr -
3.300 fr - 5.450 fr - 2.150 fr.

Sur la base des effectifs moyens prévus au budget pour l'exercice 1939, la dépense qui résultera des mesures proposées ci-dessus peut être évaluée à 791 millions.

- dont 536 M. pour l'augmentation de l'indemnité spéciale temporaire des agents en activité de service
- 110 M. pour l'augmentation des allocations pour charges de famille,
- 145 M. pour les retraités dont 3 M. pour les allocations pour charges de famille.

Total..... 791 M.

Nous n'avons pas estimé devoir augmenter les indemnités de résidence du personnel de la S.N.C.F. qui seront encore notablement supérieures à celles des fonctionnaires compte tenu de leur nouvelle augmentation et dont la valeur à Paris est de 3.630 frs pour les agents de chemins de fer contre 3.100 frs pour les fonctionnaires.

Aucune mesure n'a été décidée pour le personnel auxiliaire dont les conditions de rémunération doivent être examinées dans le cadre des dispositions de la Convention Collective spéciale à cette catégorie de personnel.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.

CA 18.1.39

- 484

Question V^{bis}

Indemnité de cherté de vie pour les retraités

(3)

pag 31

M. Le Besnerais.....

4°) Indemnités de cherté de vie des retraités.- Comme pour les fonctionnaires, il est proposé d'accorder aux retraités une majoration de l'indemnité de cherté de vie égale à 5 % de la pension avec minima de 720 fr pour les retraites normales et de 360 fr pour les pensions de reversion et les pensions de réforme.

Les femmes à service discontinu recevraient une nouvelle indemnité de cherté de vie égale à 50 % de leur pension proprement dite.

CD 17.1.39

Questions 164

Auxiliaires de retraités

(5)

Page 43

Je passe maintenant à la question des retraités :
nous leur accordons, comme pour l'Etat, une majoration de 5 %
de la pension proprement dite avec minimum de :

- 720 fr pour les retraites normales ou les pensions de
retraites des victimes d'accidents du travail,

- 360 fr pour les pensions de réversion et les pensions
de réforme.

LOIS ET DECRETS (P. 7840)

MINISTÈRE DES FINANCES

du 21 mai 1939.

DECRET et INSTRUCTION/relatifs à l'attribution de l'indemnité spéciale temporaire aux titulaires de plusieurs pensions concédées en application de régimes de retraites différents.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 4 décembre 1937;

Vu les décrets du 11 décembre 1937 accordant une indemnité spéciale temporaire aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité ou en retraite;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget général de l'exercice 1939;

Vu les décrets du 14 janvier 1939 accordant une majoration d'indemnité spéciale temporaire aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat retraités;

Vu, ensemble, les décrets étendant à divers agents retraités les dispositions des décrets des 11 décembre 1937 et 14 janvier 1939;

Vu le décret du 14 janvier 1939 relatif à l'attribution de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités titulaires de plusieurs pensions concédées en application de régimes de retraites différents,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 3 du décret du 14 janvier 1939, relatif à l'attribution de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités titulaires de plusieurs pensions concédées en application de régimes de retraites différents, est abrogé et remplacé par le texte ci-après :

« Si le montant global des indemnités auxquelles pourrait en principe prétendre un retraité au titre de chacune de ses pensions excède les maxima prévus aux articles 1^{er} ou 2 ci-dessus, chaque indemnité sera réduite de la moitié, du tiers ou du quart de cet excédent suivant que le retraité sera titulaire de deux, trois ou quatre pensions à la charge des collectivités, colonies, établissements publics, pays de protectorat, territoires à mandat, sociétés concessionnaires d'un service public ou entreprises subventionnées ».

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 21 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Lois et décrets (p. 814)

Ministère des Finances

DECRET du 14 janvier 1939

Attribution de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités titulaires de plusieurs pensions concédées en application de régimes de retraites différents.

Le Président de la République française,
Vu la loi du 4 décembre 1937;

Vu les décrets du 11 décembre 1937 accordant une indemnité spéciale temporaire aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité ou en retraite;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget général de l'exercice 1939;

Vu les décrets du 14 janvier 1939 accordant une majoration d'indemnité spéciale temporaire aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat retraités;

Vu ensemble les décrets étendant à divers agents retraités les dispositions des décrets des 11 décembre 1937 et 14 janvier 1939,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les titulaires de plusieurs pensions fondées sur la durée des services, concédées au titre de régimes de retraites différents, et dont une ou plusieurs ouvraient droit, en vertu des dispositions en vigueur antérieurement au 1^{er} janvier 1939, à une indemnité spéciale temporaire de 720 fr. par an, ne pourront recevoir annuellement à ce titre, à compter du 1^{er} janvier 1939, une somme globale supérieure, soit à 1.440 fr., soit à 720 fr. + 5 p. 100 du montant en principal des pensions qu'ils perçoivent effectivement après application éventuelle des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul de pensions.

Dans le cas où chacune des pensions n'ouvrait droit, en vertu des dispositions antérieures susvisées, qu'à une indemnité spéciale temporaire de 360 fr. par an, les

titulaires ne pourront recevoir annuellement pour l'ensemble de leurs pensions une indemnité spéciale temporaire supérieure, soit à 720, soit à 360 fr. + 5 p. 100 du montant en principal des pensions qu'ils perçoivent effectivement après application éventuelle des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul de pensions.

Art. 2. — Les veuves et orphelins des retraités visés à l'article 1^{er} ne pourront prétendre annuellement, à compter du 1^{er} janvier 1939, au titre de l'indemnité spéciale temporaire à une somme globale supérieure, soit à 720 fr., soit à 360 francs + 5 p. 100 du montant en principal des pensions qu'ils perçoivent effectivement après application éventuelle des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul de pensions.

Art. 3. — Les collectivités, colonies, établissements publics, pays de protectorat ou territoires à mandat, auxquels incombent la charge des pensions allouées aux retraités et à leurs ayants cause visés aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus supporteront une part de l'indemnité globale prévue à ces articles égale à la moitié ou au tiers de celle-ci suivant que les intéressés seront titulaires de deux ou de trois pensions fondées sur la durée des services.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Extrait du Journal officiel
Lois et décrets du 15 janvier 1939

Décrets du 14 janvier 1939 portant
l'indemnité spéciale temporaire accordée
aux bénéficiaires de pensions spéciales de la loi du
21 mars 1928 et fixant les conditions d'attribution
de l'indemnité temporaire aux retraités titulaires
de plusieurs pensions concédées en application de
régimes de retraites différents.

Majoration de l'indemnité spéciale tempo-
raire aux bénéficiaires de pensions de
la loi du 21 mars 1928.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la
guerre, et du ministre des finances,

Vu la loi du 21 mars 1928 sur le régime
des retraites des ouvriers des établisse-
ments industriels de l'Etat et les lois mo-
dificatives subséquentes;

Vu la loi du 4 décembre 1937 et le décret
du 11 décembre 1937;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité ou en retraite;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget général de l'exercice 1939,

Décète:

Art. 1^{er}. — Il est accordé, à compter du 1^{er} janvier 1939, aux bénéficiaires de pensions concédées ou revisées, par application de la loi du 21 mars 1928 sur le régime de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat et des lois subséquentes, une majoration de l'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937. Cette majoration est fixée à 5 p. 100 du montant de la pension, en principal sans pouvoir être inférieure à 720 fr. ou 360 fr. par an, suivant les distinctions prévues à l'article 2 du décret du 11 décembre 1937 susvisé.

En conséquence, les taux minima de l'indemnité spéciale temporaire sont désormais fixés ainsi qu'il suit:

1^o A 1.440 fr. pour:

a) Les titulaires de pensions d'ancienneté prévues à l'article 5 de la loi susvisée et les titulaires de pensions d'invalidité bénéficiaires du minimum de pension prévu audit article;

b) Les titulaires de pensions concédées ou revisées, en application de l'article 24 de la même loi et dont le montant est au moins égal aux taux des minima forfaitaires;

2^o A 720 fr. pour les titulaires de pensions de reversion, les titulaires de pensions proportionnelles allouées au titre des articles 10 et 20 de la loi du 21 mars 1928, les bénéficiaires de pensions d'invalidité non visées au paragraphe précédent, les titulaires d'allocations attribuées au titre de l'article 22 de la loi du 21 mars 1928 ou de l'article 113 de la loi du 16 avril 1930.

Toutefois, pour les catégories visées au paragraphe précédent, l'indemnité ne pourra, en aucun cas, excéder le montant de la pension ou de l'allocation.

Art. 2. — Les titulaires de plusieurs pensions ne pourront prétendre qu'à une seule indemnité qui sera attribuée au titre de celles des pensions ouvrant droit, en vertu des dispositions qui précèdent, à l'indemnité la plus élevée.

Cette indemnité sera fixée, suivant les distinctions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, soit à 1.440 fr. ou 720 fr., soit à 720 fr. ou 360 fr. + 5 p. 100 du montant total en principal des pensions effectivement perçues après application des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul des pensions.

Art. 3. — L'indemnité est payable en quatre parts égales lors de chaque échéance trimestrielle de la pension.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Attribution de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités titulaires de plusieurs pensions concédées en application de régimes de retraites différents.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 4 décembre 1937;

Vu les décrets du 11 décembre 1937 accordant une indemnité spéciale temporaire aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité ou en retraite;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget général de l'exercice 1939;

Vu les décrets du 14 janvier 1939 accordant une majoration d'indemnité spéciale temporaire aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat retraités;

Vu ensemble les décrets étendant à divers agents retraités les dispositions des décrets des 11 décembre 1937 et 14 janvier 1939,

Décète:

Art. 1^{er}. — Les titulaires de plusieurs pensions fondées sur la durée des services, concédées au titre de régimes de retraites différents, et dont une ou plusieurs ouvraient droit, en vertu des dispositions en vigueur antérieurement au 1^{er} janvier 1939, à une indemnité spéciale temporaire de 720 fr. par an, ne pourront recevoir annuellement à ce titre, à compter du 1^{er} janvier 1939, une somme globale supérieure, soit à 1.440 fr., soit à 720 fr. + 5 p. 100 du montant en principal des pensions qu'ils perçoivent effectivement après application éventuelle des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul de pensions.

Dans le cas où chacune des pensions n'ouvrait droit, en vertu des dispositions antérieures susvisées, qu'à une indemnité spéciale temporaire de 360 fr. par an, les titulaires ne pourront recevoir annuellement pour l'ensemble de leurs pensions une indemnité spéciale temporaire supérieure, soit à 720, soit à 360 fr. + 5 p. 100 du montant en principal des pensions qu'ils perçoivent effectivement après application éventuelle des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul de pensions.

Art. 2. — Les veuves et orphelins des retraités visés à l'article 1^{er} ne pourront prétendre annuellement, à compter du 1^{er} janvier 1939, au titre de l'indemnité spéciale temporaire à une somme globale supérieure, soit à 720 fr., soit à 360

francs + 5 p. 100 du montant en principal des pensions qu'ils perçoivent effectivement après application éventuelle des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul de pensions.

Art. 3. — Les collectivités, colonies, établissements publics, pays de protectorat ou territoires à mandat, auxquels incombent la charge des pensions allouées aux retraités et à leurs ayants cause visés aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus supporteront une part de l'indemnité globale prévue à ces articles égale à la moitié ou au tiers de celle-ci suivant que les intéressés seront titulaires de deux ou de trois pensions fondées sur la durée des services.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Extrait du Journal officiel
Lois et décrets

du 15 janvier 1939

Décret du 14 janvier 1939 majorant
l'indemnité spéciale temporaire aux
retraités de l'Etat.

Majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités de l'Etat (loi du 14 avril 1924).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du ministre des finances,

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les lois subséquentes modificatives;

Vu la loi du 4 décembre 1937 et le décret du 11 décembre 1937;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité ou en retraite;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget général de l'exercice 1939,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est accordé, à compter du 1^{er} janvier 1939, aux bénéficiaires de pensions concédées ou revisées, par application de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et des lois modificatives subséquentes, une majoration de l'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937. Cette majoration est fixée à 5 p. 100 du montant de la pension en principal, sans pouvoir être inférieure à 720 fr. ou 360 fr. par an, suivant les distinctions prévues à l'article 2 du décret du 11 décembre 1937 susvisé.

En conséquence, les taux minima de l'indemnité spéciale temporaire sont désormais fixés ainsi qu'il suit :

1° A 1.440 fr. par an pour les titulaires de pensions civiles ou militaires d'ancienneté ou de pensions attribuées au titre des articles 19, 21 et 47, paragraphe 3, de la loi du 14 avril 1924;

2° A 720 fr. par an pour les titulaires :

a) De pensions militaires proportionnelles;

b) De pensions de réversion;

c) De pensions attribuées au titre de l'article 29 de la loi du 14 avril 1924;

d) De pensions attribuées au titre de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919, pour la part rémunérant les services;

e) De pensions civiles autres que celles visées au paragraphe ci-dessus du présent article;

f) D'allocations attribuées, soit au titre de l'article 68 de la loi du 14 avril 1924, soit au titre de l'article 76 de la loi du 30 décembre 1928 ou de l'article 42 de la loi du 30 mars 1929.

Toutefois, l'indemnité attribuée aux bénéficiaires de pensions ou d'allocations visées au n° 2^o et suivants du présent article ne pourra excéder le montant de la pension ou de l'allocation.

Art. 2. — Les officiers généraux bénéficiaires d'une solde de réserve recevront la majoration d'indemnité spéciale temporaire aux taux prévus par l'article précédent en faveur des titulaires de pensions d'ancienneté. Cette indemnité sera payable mensuellement dans les mêmes conditions que la solde.

Art. 3. — Les titulaires de plusieurs pensions ne pourront prétendre qu'à une seule indemnité, qui sera attribuée au titre de celles des pensions ouvrant droit, en vertu des dispositions qui précèdent, à l'indemnité la plus élevée.

Cette indemnité sera fixée, suivant les distinctions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, soit à 1.440 fr. ou 720 fr., soit à 720 fr. ou 360 fr. + 5 p. 100 du montant total en principal des pensions effectivement perçues après application des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul des pensions.

Art. 4. — L'indemnité est payable en quatre parts égales lors de chaque échéance trimestrielle de la pension.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances;
PAUL REYNAUD.

X paragraphe 6

Extrait du Journal officiel
Lois et décrets du
15 janvier 1939

Ministère des Finances

Décret du 14 janvier 1939 portant majoration
de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités
de l'Etat.

Majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités de l'Etat (loi du 14 avril 1924).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du ministre des finances,

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les lois subséquentes modificatives;

Vu la loi du 4 décembre 1937 et le décret du 11 décembre 1937;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité ou en retraite;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget général de l'exercice 1939,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est accordé, à compter du 1^{er} janvier 1939, aux bénéficiaires de pensions concédées ou revisées, par application de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et des lois modificatives subséquentes, une majoration de l'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937. Cette majoration est fixée à 5 p. 100 du montant de la pension en principal, sans pouvoir être inférieure à 720 fr. ou 360 fr. par an, suivant les distinctions prévues à l'article 2 du décret du 11 décembre 1937 susvisé.

En conséquence, les taux minima de l'indemnité spéciale temporaire sont désormais fixés ainsi qu'il suit :

1^o A 1.440 fr. par an pour les titulaires de pensions civiles ou militaires d'ancienneté ou de pensions attribuées au titre des articles 19, 21 et 47, paragraphe 3, de la loi du 14 avril 1924;

2^o A 720 fr. par an pour les titulaires :

a) De pensions militaires proportionnelles;

b) De pensions de reversion;

c) De pensions attribuées au titre de l'article 29 de la loi du 14 avril 1924;

d) De pensions attribuées au titre de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919, pour la part rémunérant les services;

e) De pensions civiles autres que celles visées au paragraphe ci-dessus du présent article;

f) D'allocations attribuées, soit au titre de l'article 68 de la loi du 14 avril 1924, soit au titre de l'article 76 de la loi du 30 décembre 1928 ou de l'article 42 de la loi du 30 mars 1929.

Toutefois, l'indemnité attribuée aux bénéficiaires de pensions ou d'allocations visées au n^o 2^o ~~et~~ et suivants du présent article ne pourra excéder le montant de la pension ou de l'allocation.

x paragraphe b

Art. 2. — Les officiers généraux bénéficiaires d'une solde de réserve recevront la majoration d'indemnité spéciale temporaire aux taux prévus par l'article précédent en faveur des titulaires de pensions d'ancienneté. Cette indemnité sera payable mensuellement dans les mêmes conditions que la solde.

Art. 3. — Les titulaires de plusieurs pensions ne pourront prétendre qu'à une seule indemnité, qui sera attribuée au titre de celles des pensions ouvrant droit, en vertu des dispositions qui précèdent, à l'indemnité la plus élevée.

Cette indemnité sera fixée, suivant les distinctions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, soit à 1.440 fr. ou 720 fr., soit à 720 fr. ou 360 fr. + 5 p. 100 du montant total en principal des pensions effectivement perçues après application des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul des pensions.

Art. 4. — L'indemnité est payable en quatre parts égales lors de chaque échéance trimestrielle de la pension.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

LOIS ET DECRETS (p. 813)

MINISTERE DES FINANCES

DECRETS relatifs à l'amélioration de la situation des fonctionnaires et agents de l'Etat en activité et en retraite :

b) DECRET portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités de l'Etat (loi du 14 avril 1924).

Majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités de l'Etat (loi du 14 avril 1924).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du ministre des finances,

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les lois subséquentes modificatives;

Vu la loi du 4 décembre 1937 et le décret du 11 décembre 1937;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité ou en retraite;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget général de l'exercice 1939,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est accordé, à compter du 1^{er} janvier 1939, aux bénéficiaires de pensions concédées ou revisées, par application de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et des lois modificatives subséquentes, une majoration de l'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937. Cette majoration est fixée à 5 p. 100 du montant de la pension en principal, sans pouvoir être inférieure à 720 fr. ou 360 fr. par an, suivant les distinctions prévues à l'article 2 du décret du 11 décembre 1937 susvisé.

En conséquence, les taux minima de l'indemnité spéciale temporaire sont désormais fixés ainsi qu'il suit :

1^o A 1.440 fr. par an pour les titulaires de pensions civiles ou militaires d'ancienneté ou de pensions attribuées au titre des articles 19, 21 et 47, paragraphe 3, de la loi du 14 avril 1924;

2^o A 720 fr. par an pour les titulaires :

a) De pensions militaires proportionnelles;

b) De pensions de reversion;

c) De pensions attribuées au titre de l'article 29 de la loi du 14 avril 1924;

d) De pensions attribuées au titre de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919, pour la part rémunérant les services;

e) De pensions civiles autres que celles visées au paragraphe ci-dessus du présent article;

f) D'allocations attribuées, soit au titre de l'article 68 de la loi du 14 avril 1924, soit au titre de l'article 76 de la loi du 30 décembre 1928 ou de l'article 42 de la loi du 30 mars 1929.

Toutefois, l'indemnité attribuée aux bénéficiaires de pensions ou d'allocations visées au n^o 2 (§§ d et suivants du présent article) ne pourra excéder le montant de la pension ou de l'allocation.

Art. 2. — Les officiers généraux bénéficiaires d'une solde de réserve recevront la majoration d'indemnité spéciale temporaire aux taux prévus par l'article précédent en faveur des titulaires de pensions d'ancienneté. Cette indemnité sera payable mensuellement dans les mêmes conditions que la solde.

Art. 3. — Les titulaires de plusieurs pensions ne pourront prétendre qu'à une seule indemnité, qui sera attribuée au titre de celles des pensions ouvrant droit, en vertu des dispositions qui précèdent, à l'indemnité la plus élevée.

Cette indemnité sera fixée, suivant les distinctions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, soit à 1.440 fr. ou 720 fr., soit à 720 fr. ou 360 fr. + 5 p. 100 du montant total en principal des pensions effectivement perçues après application des dispositions du décret-loi du 30 juin 1934 relatif au cumul des pensions.

Art. 4. — L'indemnité est payable en quatre parts égales lors de chaque échéance trimestrielle de la pension.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :
Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

4633

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL DES 12-13 NOVEMBRE 1938

LOIS ET DECRETS (p. 12918)

MESURES DIVERSES

loi du 12-11-38

Décret relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité et en retraite.

484

Décret relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité et en retraite.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 12 novembre 1938.

Monsieur le Président,

Le projet de décret que nous avons l'honneur de vous soumettre pose le principe d'une nouvelle amélioration de la situation des personnels de l'Etat à compter du 1^{er} janvier 1939.

Les traitements actuels ont été fixés en 1930. Depuis ce moment et pour tenir compte de la hausse des prix qui a commencé à se manifester en 1936, le Parlement, par les lois des 26 mars et 4 décembre 1937, a ouvert des crédits destinés à permettre l'octroi aux personnels en activité et en retraite d'une indemnité spéciale temporaire de cherté de vie. Il a été procédé, en outre, à un relèvement des taux de l'indemnité de résidence.

La hausse des prix, les augmentations de salaires consécutives à la mise en application des conventions collectives ont créé pour les personnels des administrations de l'Etat un déséquilibre dont se plaignent les intéressés et qu'il nous paraîtrait injuste de vouloir ignorer.

Nous estimons donc que, dans l'intérêt même du bon fonctionnement des services publics, il importe de remédier à cette situation. C'est dans ce but que nous avons l'honneur de soumettre à votre

prises nouvelles ou l'extension d'entreprises existantes.

Ces décrets, qui devront intervenir avant le 31 mars 1939, seront pris après avis d'une commission de cinq membres désignés par le ministre des finances.

Les dispositions des articles 37 et 38 du décret du 2 mai 1938 relatif à la production sont abrogées.

Art. 2. — Il pourra être procédé, par décret contresigné du président du conseil et du ministre des finances, à un aménagement, dans le cadre d'une politique de natalité, de l'impôt général sur le revenu, ainsi que des déductions et réductions pour situation et charges de famille prévues par les articles 66, 102, 115 et 116 du code général des impôts directs et par les articles 408, 410 et 421 du code de l'enregistrement.

Ce décret sera pris après avis d'une commission de cinq membres désignés par le ministre des finances.

Art. 3. — Tout contribuable qui justifiera être assujéti au titre d'une année déterminée aux impôts cédulaires sur les revenus, y compris la part de l'Etat sur la contribution foncière, et à l'impôt général sur le revenu, d'après des droits simples — à l'exclusion de toute majoration — supérieurs à 50 p. 100 de son revenu brut global pourra obtenir le dégrèvement de la part de ces cotisations qui excède la limite de 50 p. 100 fixée ci-dessus.

Un décret fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 4. — Il pourra être procédé, par décrets contresignés du président du conseil et du ministre des finances, à une réforme de la taxe à la production.

Cette réforme sera effectuée en liaison avec un aménagement des impôts perçus pour le compte des départements et des communes. Elle ne pourra, en aucun cas, diminuer les recettes de ces collectivités.

Les décrets seront pris après avis d'une commission de cinq membres désignés par le ministre des finances.

Art. 5. — Le présent décret, qui est applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 5 octobre 1938.

Art. 6. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.